Pétrole tchadien : la loi et la réalité

Les commissions Justice et Paix d'Afrique Centrale sont très actives sur les questions posées par l'exploitation du pétrole. Justice et Paix-France suit de près leur action (voir le compte rendu de la rencontre de N'Djaména dans la Lettre de décembre 2003) et soutient la campagne « Publiez ce que vous payez » : Lettre de mars 2004). Un ami de Justice et Paix-Tchad nous envoie ces informations éclairantes.

En décembre 1998, le parlement tchadien a adopté une loi sur la gestion des revenus pétroliers : ressources directes (dividendes et redevances) et ressources indirectes (impôts, taxes et droits de douanes). Signée par le Président le 11 janvier 1999, cette loi précise la clé de répartition de ces ressources. On mettra de côté pour les générations futures 10% des ressources directes : placées sur un compte-off-shore, ces sommes ne seront mobilisables qu'après 25 ans. Le reste sera réparti en trois parts :

- 80% pour les secteurs prioritaires (santé, éducation, environnement et ressources en eau, infrastructure, développement rural) ;
- 15% pour les dépenses de fonctionnement et les investissements courants de l'Etat et pour la subvention aux collectivités locales pour une durée de 5 ans ;
- 5% pour développer la région productrice du pétrole.

Pour gérer et contrôler tout cela, la loi crée un « collège de suivi, de gestion et de contrôle », dont les membres proviennent du gouvernement, de la société civile, des institutions bancaires, du parlement, du sénat et des confessions religieuses. Ce collège doit :

- contrôler que le total des sommes déclarées sur les différents comptes correspond bien aux quantités de brut produit et vendu,
- vérifier la conformité des engagements sur les comptes spéciaux avec la loi de finance,
- contrôler que la répartition se fait bien selon ce qu'a fixé la loi,
- autoriser et contrôler le décaissement des comptes spéciaux et l'affectation des fonds.

Cette loi voulait répondre aux trois grandes inquiétudes de la société civile : la corruption, l'absence de plan de distribution des revenus, le manque d'intérêt pour

le développement des populations affectées par le projet.

Certaines interprétations de cette loi sont inquiétantes. Ainsi les 5% de revenus destinés à la région productrice concernent en fait une superficie assez large, car la zone productrice du pétrole ne se limite plus à la région de Doba et englobe aussi la Tandjilé, le Mandoul et le Logone oriental, etc. Donc, sans augmenter le pourcentage de 5 %, on a élargi la surface... Quel impact peut-on attendre d'un investissement si faible réparti sur une si grande superficie ? Quelle justice pour les gens qui, vivant tout près du champ pétrolier, ont subi toutes sortes de préjudices, dont ces 5 % devaient précisément les dédommager ?

Quant aux vérifications sur l'adéquation entre la production, la quantité vendue et les ressources déclarées, le collège manque cruellement de compétence pour faire les investigations nécessaires. Il n'a pas non plus la compétence requise pour évaluer les projets financés sur ce fonds, ni la compétence juridique pour poursuivre les personnes qui auraient mal exécuté les projets ou détourné les fonds. Et sa composition inspire quelque inquiétude quant à son indépendance...

L'existence d'une loi est une chose, son application une autre. Ce qui fait défaut au Tchad, ce ne sont pas les textes fixant les normes de gestions des affaires publiques, mais plutôt la volonté politique pour les appliquer. La loi sur la gestion des revenus pétroliers fera-t-elle exception ? Il faut attendre l'arrivée des fonds dans des banques tchadiennes et l'application de cette loi pour se prononcer sur **la bonne gouvernance** pétrolière au Tchad.

Antoine BERILENGAR Dathol sj ■
Membre du Bureau national de
Justice et Paix, N'DJAMENA